Le budget

prestations d'assurance-chômage ou d'assistance sociale au lieu de payer des impôts à la communauté.

Quand nous examinons la situation au Canada, nous voyons que la situation économique de 1992 n'est pas bien différente de celle d'il y a un an, si ce n'est qu'elle a empiré. Il y a un an, le gouvernement disait de son budget qu'il nous mettrait sur la voie de la reprise économique. Le présent budget nous la promet.

Le ministre des Finances a dit en octobre que l'économie montrait des signes de reprise. Il dit maintenant regretter ces paroles, car il avait exagéré. Et il a raison de les regretter, car nous ne sommes pas en pleine reprise, en pleine prospérité. Nous faisons au contraire face au pire ralentissement de l'économie, et le plus prolongé, en ce qui concerne nos secteurs manufacturier et agricole, que nous ayons connu au Canada depuis la grande crise économique des années 1930.

Une période aussi longue de chômage ne donne pas que des gens sans emploi. Nous avons noté dans les statistiques publiées depuis quelques mois des inégalités croissantes dans notre pays et une pauvreté de plus en plus grande. Nous avons constaté que nous exportions moins, que notre situation commerciale était pire que jamais. Nous avons observé un nombre sans précédent de faillites; nous avons en effet connu plus de faillites l'année dernière que le pays n'en a jamais connu auparavant en une seule année.

Je pourrais continuer à énumérer la longue liste de désastres économiques que connaît notre pays. Je ne veux pas donner de la réalité une image entièrement sombre. De nombreux Canadiens ont des idées, des espoirs, des suggestions. Nous les avons entendus les exprimer partout au Canada, et nous les avons entendus également exprimer la colère qu'ils ressentent parce que le gouvernement actuel n'a pas pris les mesures nécessaires pour remettre l'économie sur la voie de la prospérité, pour redonner du travail aux chômeurs.

[Français]

Le Budget contient une liste impressionnante de coupures, de changements et de modifications de toutes sortes aux programmes gouvernementaux et agences gouvernementales. Quelques taxes aux corporations et individus ont subi des changements. Le ministre des Finances a voulu donner l'impression qu'il est un homme d'action et qu'il sait prendre la situation en main. Mais il n'y a rien dans ce Budget pour sortir l'économie de sa torpeur et faire travailler les gens.

• (1610)

Comme le Parti libéral à la fin de son mandat, nous avons affaire à un gouvernement vidé, incapable de présenter un budget créatif. Le refrain de ce gouvernement est resté le même que d'habitude, réduire le déficit. S'il avait aboli l'exemption à vie sur les gains en capital, comme suggéré dans les propositions de budget du Nouveau parti démocratique, le gouvernement conservateur aurait récupéré 2 milliards de dollars. Soixante p. 100 des gens qui profitent de cette exemption gagnent plus de 100 000 \$.

[Traduction]

Nous parlons d'une échappatoire dans le cas de l'exemption des gains en capital dont bénéficient une si faible proportion, soit 0,4 p. 100, des contribuables canadiens. Moins d'un demi de 1 p. 100 des contribuables bénéficient de 60 p. 100 de l'allègement fiscal que procure cette échappatoire fiscale. Si nous l'avions supprimée, nous aurions récupéré 2 milliards de dollars que nous aurions pu utiliser pour redonner du travail aux gens, pour réduire la TPS ou y soustraire certains secteurs de l'économie, pour améliorer l'infrastructure de nos municipalités, ou pour établir un programme de garderies du genre de celui auquel le gouvernement vient de renoncer aujourd'hui.

Nous voyons dans le budget non pas une série de mesures énergiques visant à supprimer les échappatoires pour les riches qui subsistent dans notre régime fiscal. Nous voyons plutôt une série de changements fiscaux qui sont très timides pour commencer. Les variations d'impôt prévues dans le budget ne représentent qu'environ la moitié de la somme totale des augmentations d'impôt que le gouvernement a imposées le 1^{er} janvier, lorsqu'il a majoré les cotisations d'assurance-chômage que doivent verser les travailleurs et les entreprises.

Hier, le gouvernement a accordé un milliard de dollars de plus aux citoyens, quand il venait, il y a un mois et demi, de leur soutirer presque 2 milliards de dollars en cotisations d'assurance-chômage. Et il ose parler de baisses d'impôt!

Deuxièmement, les baisses d'impôt profitent beaucoup plus aux riches qu'aux pauvres. Pour chaque dollar accordé en allègement fiscal à un contribuable touchant 30 000 \$ par année, ce qui correspond au salaire moyen d'un travailleur industriel de Windsor, les riches qui gagnent 100 000 \$ par année en reçoivent six. Six dollars comparativement à un dollar pour le contribuable ordinaire.

Ce n'est pas ce que j'appelle de l'équité, de la justice sociale. Ce sont plutôt les mêmes vieux principes conservateurs qui, depuis sept ans et demi, ont contribué à faire